

NUTRITION 74

Sous ce titre, une journée était organisée le 8 mai 1974, au Sénat, comme les années précédentes d'ailleurs, sous un double patronage : celui du Comité parlementaire économique et social dont le président est le Sénateur BONNEFOUS, et les Cahiers de Nutrition et de Diététique que nos lecteurs connaissent bien, quand ce ne serait que par les résumés d'articles intéressant la production fruitière qui y paraissent et que nous mentionnons dans notre Bulletin analytique.

Le thème de la journée était «l'image verbale de l'aliment»; si, cette année, aucun rapport n'était consacré exclusivement aux fruits, ceux-ci n'ont pas manqué d'être cités aussi bien par les rapporteurs que par les personnes intervenant dans les discussions qui les suivaient. Comme ces rapports et ces discussions seront sans doute publiés in-extenso par les Cahiers, ce n'est pas ici que nous allons les citer ou les résumer.

Le thème choisi risque évidemment d'entraîner à des digressions philosophiques sans grand intérêt; mais en fait, comme l'a précisé le Dr TREMOLIERES à l'ouverture de la première séance : «chaque aliment a une image verbale s'insérant plus ou moins bien dans les textes réglementaires qui en régissent la commercialisation et que cette image a une source très profonde, en relation avec le groupe social auquel on appartient, avec les relations affectives dans la vie familiale ou professionnelle, avec le type de société qui l'a formée. En fait, les mots comme les mets évoquent tout l'homme».

Il faut donc, en premier lieu, que les textes réglementaires aient une signification précise non seulement pour leurs rédacteurs, mais aussi pour les chercheurs, qui ont un langage particulier et vite hermétique pour le reste du monde s'ils sont très spécialisés, pour les producteurs et les transformateurs de la matière première végétale qui ont le souci de la rentabilité de leur travail et, en fin de compte, pour les consommateurs qui ont des aliments une image verbale bien différente, d'ailleurs très variable suivant leur pays, leur éducation, leur groupe sociologique.

Or, les sociétés ne vivent plus en circuit fermé; d'où l'importance d'une concertation internationale sur la réglementation et l'étiquetage des aliments. Mais afin de préparer les réunions internationales, il faut déjà que les groupes intéressés dans chaque pays puissent adopter une position commune : d'où l'intérêt de réunir en une seule salle (trop étroite malgré le nombre sans précédent des participants) des Français venant de divers horizons mais ayant pour objectif

commun de défendre la qualité des aliments.

On a cependant limité les buts de cette journée aux trois points suivants :

- réfléchir ensemble à l'extrême importance économique, sociale, politique humaine de l'évolution des images verbales des aliments et pour se faire fournir des exemples : pain, produits laitiers nouveaux, vins, biscuits.
- approfondir plus spécialement la signification de l'aspect «nutritionnel» de l'étiquetage informatif qui va se développer. La nouvelle réglementation de la F.D.A. aux U.S.A. et du Codex alimentaire le fait d'une façon extrêmement suspecte, car basée sur des données n'ayant que l'apparence de la science et développant une technocratie aveugle et inutile, alors qu'il y aurait des moyens de mieux tenir compte de la «Valeur santé». Ce que sont les besoins nutritionnels de l'homme demandent à être mieux connus par tous.
- proposer, livrer une vue d'ensemble, une sorte de schéma provisoire sur une façon de progresser.

Les conférenciers ont parlé successivement des définitions réglementaires (surtout en France, à la CEE et aux États-Unis), des définitions nutritionnelles (valeur protéique et calorifique, besoins vitaminiques et minéraux, substances étrangères toxiques ou non) et par quelques exemples précis, des définitions anciennes ou actuelles (vin, pain, desserts laitiers frais, eau).

En conclusion, les aliments, d'une façon générale, ont été décrits dans la société de consommation moderne et, par l'extrapolation des données actuelles, dans la société de demain telle que nous pouvons l'imaginer.

Ce que l'on peut retenir pour nous, organisme de recherche, c'est ce qu'a finalement souligné le président des séances, M. FRANÇOIS, directeur du CNERNA : avant d'adopter des normes nationales ou internationales, ou des réglementations qui incluent un étiquetage informatif, il reste à accumuler un travail considérable, aussi bien en biochimie adaptée à l'homme qu'en sociologie, faute de quoi les données que l'on peut proposer n'auront qu'une apparence scientifique. Or, les crédits de recherche accordés aux organismes qui travaillent à la fois sur l'aliment et sur l'homme sont des plus réduits; adopter des chiffres sur les effets de tel nutriment établis par comparaison avec l'animal ou même éprouvés pour l'Américain moyen, serait une tromperie pour un aliment destiné à un Africain, ou même un Français dont l'alimentation est très différente.

P. DUPAIGNE.